

## MARCHE PUBLIC DE SERVICES

**CONSULTATION N° C070059-25-01**

### CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES (CCAP)

***Pouvoir adjudicateur exerçant la maîtrise d'ouvrage***

ÉTAT – Préfet du Nord

***Représentant le pouvoir adjudicateur (RPA)***

Monsieur le Secrétaire général de la préfecture du Nord

***Conducteur d'opération***

Secrétariat Général Commun Départemental du Nord – Service Immobilier et Logistique

***Objet de la consultation***

**Accord-Cadre de Services**

**Maintenances électriques pour les postes haute tension, les groupes  
électrogènes et onduleurs**

**Procédure adaptée**

***Date limite de remise des offres***

**Mercredi 26 novembre 2025 à 12h00**

**Réponse électronique obligatoire via PLACE**

Le présent CCAP comporte 15 pages

## Table des matières

ARTICLE 1. PRÉAMBULE.....	3
ARTICLE 2. DISPOSITIONS GÉNÉRALES.....	3
2.1- LES INTERLOCUTEURS.....	3
2.2- OBJET DE L'ACCORD-CADRE.....	4
2.3- DURÉE.....	4
ARTICLE 3. ACCORD-CADRE.....	5
3.1- TYPE D'ACCORD-CADRE.....	5
3.2- BONS DE COMMANDE.....	5
3.3- SOUS-TRAITANCE.....	7
ARTICLE 4. DOCUMENTS CONTRACTUELS.....	8
ARTICLE 5. ASSURANCES.....	8
ARTICLE 6. PRIX ET MODALITÉS DE PAIEMENT.....	8
6.1- PRIX.....	8
6.1.1- CONTENU DU PRIX.....	8
6.1.2- VARIATION DU PRIX.....	9
6.2- AVANCE.....	9
6.3- RETENUE DE GARANTIE.....	9
6.4- MODALITÉS DE PAIEMENT.....	10
6.4.1- DÉLAI DE PAIEMENT.....	10
6.4.2- FACTURATION.....	10
ARTICLE 7. MODALITÉS D'EXÉCUTION.....	11
7.1 – MODALITÉS DE COMMUNICATION ENTRE LES PARTIES.....	11
7.2 – MODALITÉS D'EXÉCUTION DU MARCHE.....	12
7.3 – PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE.....	12
7.4 – DISCRÉTION PROFESSIONNELLE ET CONFIDENTIALITÉ.....	13
7.5 – CLAUSE ENVIRONNEMENTALE.....	13
ARTICLE 8. CONSTATATION DE L'EXÉCUTION, GARANTIE ET MAINTENANCE.....	13
8.1 – RÉCEPTION.....	13
8.2 – DÉLAI DE GARANTIE.....	13
ARTICLE 9. DÉFAILLANCE DANS L'EXÉCUTION.....	14
9.1 - PÉNALITÉS ET PRIMES.....	14
9.2 - MESURES COERCITIVES.....	14
9.3 - CAS DE RÉSILIATION.....	14
9.4 - LITIGES ET DIFFÉRENDS.....	15
ARTICLE 10. OBLIGATION DU TITULAIRE CONCERNANT LES DONNÉES PERSONNELLES.....	15
ARTICLE 11. DÉROGATIONS AU CCAG.....	15

# **ARTICLE 1. PRÉAMBULE**

## **Législation applicable**

Cet accord-cadre est conclu en application du Code de la commande publique et de l'Arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du Cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et services.

## **Procédure**

Ce marché est un accord cadre passé en procédure adaptée en application de l'article R. 2123-1, 1° du Code de la commande publique.

CCAG applicable à l'accord-cadre : CCAG Fournitures Courantes et Services.

# **ARTICLE 2. DISPOSITIONS GÉNÉRALES**

## **2.1- LES INTERLOCUTEURS**

### **La personne habilitée à signer les documents du marché est le pouvoir adjudicateur :**

Monsieur le Préfet de la région des Hauts-de-France, Préfet du Nord, représenté par Monsieur le Secrétaire général de la Préfecture du Nord

### **L'interlocuteur pour le suivi administratif et habilité à recevoir les documents :**

Préfecture du Nord  
Secrétariat Général Commun Départemental Nord  
Service Immobilier Logistique  
12 rue Jean sans Peur 59039 LILLE - Tél : 03 20 30 51 09  
Mail : [pref-marches-publics@nord.gouv.fr](mailto:pref-marches-publics@nord.gouv.fr)

### **L'interlocuteur pour le suivi opérationnel :**

Préfecture du Nord  
Secrétariat Général Commun Départemental Nord  
Service Immobilier Logistique  
12 rue Jean sans Peur 59039 LILLE - Tél : 03 20 30 51 09  
Mail : [sgc-immo@nord.gouv.fr](mailto:sgc-immo@nord.gouv.fr)

## 2.2- OBJET DE L'ACCORD-CADRE

**Objet des services :** Maintenance et dépannage des équipements d'électricité :

- postes Haute Tension
- tableaux Généraux Basse Tension (TGBT)
- réseaux de masse, de terre, d'alimentation et de distribution,
- groupes électrogènes
- équipements électriques de secours (ASI) ou onduleurs
- groupes électrogènes, les chargeurs, les cellules de couplage ou de transfert de charge et leurs équipements,

**Lieux d'exécution des prestations :**

Hôtel de la préfecture du Nord 2 rue Jacquemars Gielée 59000 LILLE Ci-après : « GIELEE »	Préfecture du Nord 12 rue Jean sans Peur 59039 LILLE Ci-après : « SCRIVE »
---------------------------------------------------------------------------------------------------	-------------------------------------------------------------------------------------

## 2.3- DURÉE

**Durée d'exécution de cet accord-cadre :** 12 mois

**Date de début prévue :** 01 janvier 2026, ou à compter de la date de la notification si celle-ci y est postérieure.

La durée d'exécution de l'accord-cadre commence à courir à partir de la date de la notification d'attribution.

Le présent marché comprend deux reconductions tacites.

La durée de chaque reconduction est identique à celle du marché initial.

A l'issue de la dernière reconduction, plus aucune nouvelle commande ne pourra être réalisée en exécution de cet accord-cadre.

Si l'acheteur ne souhaite pas reconduire l'accord-cadre, il doit prendre une décision expresse de non-reconduction, qu'il notifie au titulaire au plus tard 30 jours calendaires avant la date d'échéance de l'accord-cadre initial ou d'une reconduction ultérieure.

Le titulaire ne peut s'opposer à la non-reconduction de l'accord-cadre.

Caractéristiques du délai d'exécution de l'accord-cadre :

Par dérogation à l'article 13.1.1 du CCAG fournitures courantes et services, le délai d'exécution du marché commence à courir à la date fixée ci-dessus.

**Prestations similaires :**

En application de l'article R. 2122-7 du Code de la commande publique, l'acheteur peut conclure un marché sans publicité ni mise en concurrence préalables pour la réalisation de prestations similaires à celles de l'objet du présent accord-cadre, en accord avec le titulaire, pendant une période de trois ans à compter de la notification de l'accord-cadre initial.

## **ARTICLE 3. ACCORD-CADRE**

### **3.1- TYPE D'ACCORD-CADRE**

Le présent accord-cadre est un accord-cadre à bons de commandes mono-attributaire de services.

L'accord-cadre n'est pas alloti et n'est pas divisé en tranches.

### **3.2- BONS DE COMMANDE**

L'accord-cadre s'exécute par l'émission de bons de commande qui sont, le cas échéant, précisés par des ordres de service.

**Exécution des bons de commande :**

Les bons de commande sont notifiés par l'acheteur au titulaire et envoyés via PLACE.

En cas de groupement, la notification du bon de commande se fait au mandataire pour l'ensemble du groupement.

La réception du bon de commande via PLACE par le titulaire marque le début de l'exécution des prestations.

Un bon de commande comporte :

- la référence du marché (date et numéro) ;
- la nature et le montant des prestations à réaliser
- le lieu d'exécution des prestations ;
- le délai d'exécution
- les quantités

Le titulaire du marché se conforme strictement aux prescriptions contenues dans les bons de commande. Lorsqu'il estime que ces prescriptions appellent des réserves de sa part, il doit, sous peine de forclusion, les présenter par écrit au représentant de l'acheteur dans un délai de quinze jours calendaires à compter de la date de réception du bon de commande.

Les bons de commande peuvent être adressés dès la notification du marché et jusqu'à sa date limite de validité. Leur exécution ne pourra excéder de plus de trois (3) mois la période de validité du marché.

### **Pénalités**

Toutes les pénalités sont cumulables et sont prélevées sur la demande de paiement immédiatement postérieure à la situation justifiant l'application de la pénalité.

#### *Concernant la qualité de l'exécution du marché*

Nature de l'irrégularité	montant de la pénalité
Manquement aux engagements du titulaire ne mettant pas en péril l'exécution de la prestation*	200 € TTC par constatation et après une mise en demeure
Exécution partielle ou défaut d'exécution mettant en péril l'exécution de la prestation	300 € TTC par constatation et après une mise en demeure
Non fourniture de documents justificatifs	40 € TTC par document non fourni

\*Manquement aux engagements du titulaire ne mettant pas en péril l'exécution de la prestation :

- un niveau moindre de qualité des prestations délivrées comparativement aux documents que le titulaire a communiqués et notamment aux engagements tels qu'il les a exposés au travers des documents de son offre : qualité du service, qualité du projet d'établissement, disponibilités horaires...
- le non-respect des engagements transmis dans les documents composants l'offre ; constatés par la personne publique et signalés au titulaire par une mise en demeure peuvent donner lieu à l'application de pénalités.
- le non-respect de la clause environnementale.

Le titulaire doit s'engager à respecter sa méthodologie générale d'exécution, détaillée au questionnaire de valeur technique qu'il aura dûment complété notamment sur le volet technique.

#### *Concernant les retards de délais d'exécution*

Les pénalités pour retard commencent à courir, sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure, le lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré, sous réserve des stipulations des articles 13.3 (prolongation du délai d'exécution) du CCAG Fournitures courantes et services de 2021.

Cette pénalité est calculée par application de la formule suivante :

$$P = V \times R / 1\,000$$

Dans laquelle :

P le montant de la pénalité

V la valeur des prestations sur laquelle est calculée la pénalité, cette valeur étant égale au montant en prix de base, hors variation de prix et hors du champ d'application de la TVA, de la partie des prestations en retard, ou de l'ensemble des prestations si le retard d'exécution d'une partie rend l'ensemble inutilisable ;

R le nombre de jours de retard

Une fois le montant des pénalités déterminé, il est procédé à leur révision. Elles sont ensuite déduites du montant du marché révisé TTC.

Le titulaire est exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas les 300 € HT pour l'ensemble du marché.

### **3.3- SOUS-TRAITANCE**

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties du marché sous réserve de l'acceptation des sous-traitants et de l'agrément de leurs conditions de paiement par le RPA.

Pour chaque sous-traitant présenté pendant l'exécution du marché, le titulaire fournit :

- Un acte spécial de sous-traitance (formulaire DC4),
- Les capacités techniques, professionnelles et financières du sous-traitant,
- Une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics,
- L'ensemble des certificats fiscaux et sociaux exigé par la réglementation ;
- Un extrait d'inscription au registre professionnel pertinent pour les sous-traitants non établis en France ;
- Si le sous-traitant est en redressement judiciaire, la copie du ou des jugements prononcés à cet effet ou document équivalent pour les sous-traitants non établis en France.

La sous-traitance se fait sous la responsabilité du titulaire. Ainsi, ce dernier reste personnellement responsable de la bonne exécution du marché par lui-même ou par ses éventuels sous-traitants.

Tout désordre, toute mauvaise réalisation ou réalisation non conforme, tout oubli dans la réalisation de certaines prestations, ou tout retard et tout autre manquement inhérent au sous-traitant est imputé au titulaire et fait l'objet d'une notification en ce sens à son intention. Il lui appartient alors de prendre toutes les dispositions nécessaires, notamment à l'égard de son sous-traitant, pour remédier à ces différents manquements contractuels volontaires ou involontaires.

Toute sanction définie par le présent marché est applicable exclusivement au titulaire, seule entité ayant un lien contractuel avec la Préfecture du Nord.

## **ARTICLE 4. DOCUMENTS CONTRACTUELS**

Les documents contractuels de l'accord-cadre sont les suivants et prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE)
- La décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF)
- Le Bordereau des Prix Unitaires (BPU)
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP)
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés de Fournitures courantes et services (CCAG FCS) (\*)
- Le Cahier des Clauses Techniques Générales (CCTG) applicable aux prestations, objet du marché (\*)
- Le mémoire technique
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché.
- Les engagements de confidentialité entreprise et individuel

(\*) Ces documents sont des documents généraux que le titulaire peut se procurer sur le site internet de la Direction des Affaires Juridiques du Ministère chargé de l'économie.

## **ARTICLE 5. ASSURANCES**

Le titulaire contracte les assurances couvrant sa responsabilité en matière d'accidents de travail. Le titulaire contracte également les assurances couvrant sa responsabilité civile, pour les dommages matériels et corporels pouvant être causés à l'acheteur et aux tiers lors de l'exécution de l'accord-cadre.

Le titulaire justifiera qu'il a souscrit ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation en cours de validité, précisant l'étendue de la responsabilité garantie.

A tout moment durant l'exécution de l'accord-cadre, le titulaire produit cette attestation, dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande de l'acheteur.

## **ARTICLE 6. PRIX ET MODALITÉS DE PAIEMENT**

### **6.1- PRIX**

#### **6.1.1- CONTENU DU PRIX**

Les prix comprennent toutes les dépenses nécessaires à l'exécution, sans restriction ni réserve d'aucune sorte, des prestations.



Les prix sont réputés avoir été établis en considérant qu'aucune prestation n'est à fournir par la Préfecture du Nord.

La rémunération du présent accord-cadre se fait sur la base d'une partie forfaitaire et d'une partie unitaire.

Les prestations pour lesquelles un prix forfaitaire s'applique, quelles que soient les quantités commandées ou exécutées, sont les prestations identifiées par l'acheteur au sein de la décomposition du prix global et forfaitaire.

Les prestations pour lesquelles un prix unitaire s'applique sont les prestations identifiées par l'acheteur dans le bordereau des prix.

L'accord-cadre à bons de commande mono-attributaire est attribué sur la base des prix unitaires mentionnés dans l'offre. Au moment de la rédaction des conditions du présent accord-cadre, l'acheteur n'est pas en mesure de définir avec précision les quantités de services dont il aura besoin.

#### 6.1.2- VARIATION DU PRIX

Les prix sont révisés chaque année, au moment de la reconduction du marché, sur demande du titulaire par application de la formule suivante :

$$P_n = P_o \times (ICHT.IMEn/ICHT.IMEo)$$

Dans laquelle :

$P_n$  = Prix révisé

$P_o$  = Prix initial

ICHT.IMEn = dernière valeur de l'indice mensuel du coût horaire du travail révisé - Salaires et charges - Tous salariés - Industries mécaniques et électriques (Identifiant 001565183), publiée au moment de la reconduction

ICHT.IMEo = dernière valeur de l'indice mensuel du coût horaire du travail révisé - Salaires et charges - Tous salariés - Industries mécaniques et électriques (Identifiant 001565183), publiée à la date limite de remise des offres

La précision de calcul doit être de 2 décimales.

#### 6.2- AVANCE

Aucune avance n'est accordée pour cet accord-cadre.

#### 6.3- RETENUE DE GARANTIE

Le titulaire est dispensé de la constitution d'une garantie.

## **6.4- MODALITÉS DE PAIEMENT**

### **6.4.1- DÉLAI DE PAIEMENT**

Le délai global de paiement est fixé à 30 jours calendaires. Le point de départ du délai de paiement est la date de réception de la demande de paiement par l'acheteur.

Les factures sont transmises par l'intermédiaire du portail de facturation Chorus Pro, la date de réception de la demande de paiement correspond à :

- la date de notification à l'acheteur du message électronique l'informant de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation Chorus Pro.

Lorsque les sommes dues au titulaire n'ont pas été payées à l'échéance du délai de paiement, celui-ci a droit au versement des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement (d'un montant de 40 €), dans les conditions prévues par l'article L. 2192-13 et suivants du Code de la commande publique.

#### **Coordonnées du comptable assignataire chargé des paiements :**

Monsieur le Directeur Régional des Finances Publiques des Hauts de France  
82 avenue Président-Kennedy  
59033 Lille Cedex

### **6.4.2- FACTURATION**

#### **Transmission électronique des factures :**

Conformément au Décret n°2016-1478 du 2 novembre 2016, les factures sont transmises (accompagnées d'un RIB) obligatoirement de façon électronique à l'adresse suivante :

<https://www.chorus-pro.gouv.fr>

Un envoi dématérialisé des mêmes documents est fait à l'adresse mail suivante :

- [sgc-immo@nord.gouv.fr](mailto:sgc-immo@nord.gouv.fr)

#### **Contenu des factures :**

Les mentions obligatoires à respecter dans toute facture sont précisées à l'article D2192-2 du CCP et l'article 11.3.2 du CCAG-FCS.

La demande de paiement est datée. Elle mentionne les références du marché, à savoir le numéro d'engagement juridique.

Elle fait également apparaître le numéro de SIRET/SIREN du titulaire ainsi que son IBAN/BIC. En outre, la demande de paiement/facture mentionne :

- la référence de l'accord-cadre ;
- les nom et adresse du titulaire ;
- la nature et la quantité de la prestation réalisée ;
- la domiciliation des paiements telle qu'elle figure dans l'acte d'engagement ;
- le RIB ;
- le prix unitaire hors taxe et TTC, étant entendu qu'à la date de publication du marché, la prestation n'est pas soumise à la TVA ;
- le numéro d'engagement juridique.

Concernant l'acheteur, le titulaire aura besoin des informations suivantes :

- le numéro de SIRET de l'État : 11 000 2011 000 44;
- le code service exécutant : FAC0000059
- le numéro d'engagement juridique (EJ) – le numéro sera donné sur le bon de commande remis au titulaire et signé par le RPA.

## **ARTICLE 7. MODALITÉS D'EXÉCUTION**

### **7.1 – MODALITÉS DE COMMUNICATION ENTRE LES PARTIES**

#### **Représentation du titulaire et obligations d'information relative au titulaire :**

Dès la notification du marché, le titulaire désigne une ou plusieurs personne(s) physique(s), habilitée(s) à le représenter pour les besoins de l'exécution du marché. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par le titulaire en cours d'exécution du marché.

En cours d'exécution du marché, le titulaire est tenu d'informer l'acheteur de toutes modifications se rapportant aux personnes ayant le pouvoir de l'engager, à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité, à sa raison sociale ou à sa dénomination, à son adresse ou à son siège social, ainsi qu'aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement et de façon générale, à toutes les modifications importantes de fonctionnement de l'entreprise pouvant influencer sur le déroulement du marché.

## **7.2 – MODALITÉS D'EXÉCUTION DU MARCHE**

### **Maintenance annuelle**

Le détail de cette maintenance est indiqué par type d'équipement dans le CCTP. Elle prévoit toutes les fournitures nécessaires à la révision des équipements (huile moteur, les filtres à combustible et à air, le graissage, les joints et le traitement des déchets).

Les missions de maintenance seront effectuées selon un calendrier établi au préalable avec le titulaire. (cf. CCTP)

### **Dépannage urgent / astreinte**

Les missions de dépannage urgent / astreinte feront l'objet d'une demande par appel téléphonique ou par mail, et seront confirmées par l'envoi du devis signé par le RPA par mail.

Le titulaire s'engage à intervenir sur le site après réception d'une demande de dépannage au maximum dans un délai de 2 heures, tous les jours de la semaine, dimanche et jours fériés, 24h sur 24. L'intervention correspond soit à la résolution de la panne si possible ou, dans le cas contraire, au diagnostic et préconisation des solutions à apporter en vue de la résolution du problème/de la panne.

Le délai de dépannage débutera à compter de la date et l'heure de l'appel téléphonique sur un numéro d'appel dédié non taxé et qui sera fourni par le titulaire.

### **Réparation (prestations de réparation n'entrant pas dans le cadre de la maintenance)**

Pour les interventions de réparation n'entrant pas dans le cadre de la maintenance, le titulaire transmettra un devis par email et attendra la signature du devis par le RPA avant d'intervenir sur le site.

Le titulaire s'engage à fournir un devis de réparation dans un délai d'un jour ouvré au cas où le groupe électrogène est hors-service ou de 4 jours ouvrés si le groupe électrogène peut continuer à fonctionner, ceci à compter de la fin de la phase de diagnostic et préconisation des solutions à apporter en vue de la résolution du problème/de la panne.

Le prix du devis de réparation sera établi sur la base du BPU renseigné à l'acte d'engagement et éventuellement selon les modalités de commande de pièces hors BPU. En cas de non-réponse, l'administration se réserve le droit de se fournir chez un autre fournisseur.

## **7.3 – PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE**

Conformément au chapitre VI du CCAG Fournitures courantes et services, le titulaire accorde à l'acheteur les droits nécessaires pour utiliser ou faire utiliser les résultats, en l'état ou modifiés, de façon permanente ou temporaire, en tout ou partie, par tout moyen et sous toutes formes, pour les besoins et finalités d'utilisation exprimés dans les documents et en toute hypothèse pour les besoins d'utilisation découlant de l'objet des prestations commandées dans le cadre du marché.

#### **7.4 – DISCRÉTION PROFESSIONNELLE ET CONFIDENTIALITÉ**

Le titulaire s'engage à garder strictement confidentielle toute communication reçue au cours de l'exécution du marché. Le titulaire qui, à l'occasion de l'exécution du présent marché, reçoit communication à titre confidentiel de renseignements, documents ou objets quelconques, est tenu de maintenir confidentielle cette communication. Il sera signé un engagement de confidentialité au nom de l'entreprise, par son représentant et un engagement individuel pour chaque personne intervenant sur le site.

Le personnel de l'entreprise titulaire ne pourra exercer son activité que dans les locaux désignés par le pouvoir adjudicateur.

#### **7.5 – CLAUSE ENVIRONNEMENTALE**

La valorisation ou l'élimination des déchets créés lors de l'exécution des prestations est de la responsabilité du titulaire pendant la durée du marché.

Le titulaire veille à ce que soient effectuées les opérations, de collecte, transport, entreposage, tris éventuels et de l'évacuation des déchets créés par les prestations objet du marché vers les sites susceptibles de les recevoir, conformément à la réglementation en vigueur.

Le titulaire est tenu de produire, à la demande de l'acheteur, tout justificatif de traçabilité du traitement des déchets issus de l'exécution de la prestation, qui fasse apparaître une gestion des déchets conforme aux exigences réglementaires, notamment en ce qui concerne les déchets dangereux.

En cas d'absence de production des éléments attestant la traçabilité des déchets, le titulaire se voit appliquer, après mise en demeure restée infructueuse, une pénalité dont le montant est fixé par les documents particuliers du marché.

### **ARTICLE 8. CONSTATATION DE L'EXÉCUTION, GARANTIE ET MAINTENANCE**

#### **8.1 – RÉCEPTION**

Dans les 15 jours calendaires après la livraison des services, il est selon le cas dressé un procès-verbal d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet des prestations.

#### **8.2 – DÉLAI DE GARANTIE**

Le délai de garantie est de 12 mois calendaires à compter de la date d'effet de la réception.

# **ARTICLE 9. DÉFAILLANCE DANS L'EXÉCUTION**

## **9.1 - PÉNALITÉS ET PRIMES**

### Pénalité

Voir article du CCAP 3.2

### Dérogations ou précisions relatives aux primes :

Les documents du marché ne prévoient pas le versement de primes.

## **9.2 - MESURES COERCITIVES**

### Exécution de la prestation aux frais et risques du titulaire :

Conformément à l'article 45 du CCAG fournitures courantes et services, l'acheteur peut faire procéder par un tiers à l'exécution de tout ou partie des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire, soit lorsque le titulaire n'a pas déféré à une mise en demeure de se conformer aux stipulations du marché ou aux ordres de service, ou en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard, soit en cas de résiliation du marché pour faute du titulaire, à la condition que la décision de résiliation le mentionne expressément.

L'augmentation des dépenses, par rapport aux prix du marché, résultant de l'exécution des prestations aux frais et risques du titulaire, est à la charge du titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

## **9.3 - CAS DE RÉSILIATION**

Les dispositions du chapitre V du titre IX du livre 1er de la 2ème partie du Code de la commande publique s'appliquent.

### Principes généraux :

Conformément à l'article 38 du CCAG fournitures courantes et services, l'acheteur peut mettre fin à l'exécution des prestations faisant l'objet du marché avant l'achèvement de celles-ci, soit à la demande du titulaire dans les conditions prévues à l'article 40, soit pour faute du titulaire dans les conditions prévues à l'article 41 du CCAG fournitures courantes et services, soit dans le cas des circonstances particulières mentionnées à l'article 39 du CCAG fournitures courantes et services.

L'acheteur peut également mettre fin, à tout moment, à l'exécution des prestations pour un motif d'intérêt général. Par dérogation à l'article 42 CCAG, le titulaire n'est pas indemnisé du préjudice qu'il subit du fait de cette décision.

## **9.4 - LITIGES ET DIFFÉRENDS**

Les différends et litiges se règlent selon les dispositions de l'article 46 du CCAG des marchés publics de Fournitures Courantes et de Services.

En cas de litige, les coordonnées du service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours et de l'instance chargée des procédures de recours sont les suivantes :

Tribunal Administratif de Lille

Tél. : 03 59 54 23 42

Email : [greffe.ta-lille@juradm.fr](mailto:greffe.ta-lille@juradm.fr)

Les coordonnées de l'instance chargée des procédures de médiation sont les suivantes:

Médiateur des entreprises - Pôle entreprise-emploi-compétence Tél. : 03.28.16.46.53

## **ARTICLE 10. OBLIGATION DU TITULAIRE CONCERNANT LES DONNÉES PERSONNELLES**

Cf annexe 1 : Protection des données à caractère personnel (RGPD)

## **ARTICLE 11. DÉROGATIONS AU CCAG**

Il est dérogé à l'article 13.1.1 du CCAG Fournitures Courantes et Services.

Il est dérogé à l'article 42 du CCAG Fournitures Courantes et Services.